

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

Visitez la BELGIQUE

Cartes de Belgique de 5, 10 et 15 jours, comportant des réductions sur les prix ordinaires. OFFICE DES CHEMINS DE FER BELGES, 14, rue de la République, PARIS.

BUREAU
Roubaix, 11, rue de la République, T. 22.21.
Tourcoing, 11, rue de la République, T. 22.21.
Lille, 2, rue Faidherbe, T. 22.21.
Paris, 11, boulevard des Capucines, T. 22.21.
Moussy, 11, rue de la République, T. 22.21.
ADRESSES DIRECTEURS
Jean Robens
Alfred Robens
Yvonne Alfred Robens

LETRE DE LONDRES

L'ANGLETERRE voit en la Pologne un facteur de paix

Londres, 15 novembre.
A l'heure où le chef du Gouvernement italien a annoncé solennellement que l'axe de la politique européenne passait désormais par Berlin et Rome ; au moment où la diplomatie allemande s'efforce de faire prévaloir la politique des pactes bilatéraux et où elle manifeste avec insistance son intention de ne consentir à la discussion d'un pacte occidental qu'à la condition qu'il n'y soit pas question du reste de l'Europe, ce qui importe avant tout c'est de savoir dans quel sens et avec quel degré de résolution s'affirmera la politique britannique à l'égard du continent. A cet égard, les entretiens diplomatiques que M. Eden vient d'avoir avec le colonel Beck offrent un réel intérêt, car ils projettent quelque lumière sur l'orientation de cette politique vis-à-vis de l'Europe en général et de la Pologne en particulier.
Deux points essentiels se dégagent du communiqué officiel où ont été consignés les résultats de ces entretiens. Le premier, c'est la reconnaissance par l'Angleterre de la nécessité de trouver, au cours des prochaines négociations locarniennes, une formule permettant de sauvegarder les légitimes intérêts de la Pologne dans la conclusion d'un pacte occidental. Le second, c'est l'affirmation que les gouvernements anglais et polonais sont d'avis que la collaboration internationale doit être pratiquée dans le cadre de la Société des Nations si on veut lui assurer le maximum de succès et que rien ne serait plus fatal aux espoirs d'apaisement européen que la division réelle ou apparente de l'Europe en blocs antagonistes.
Ce qui prouve bien l'intérêt international de l'admission par l'Angleterre que la Pologne a des intérêts légitimes dans l'affaire du pacte occidental, c'est que le Gouvernement allemand en a conçu quelques préoccupations et s'en est ouvert au Foreign Office. Il ne fait de doute pour personne que ces intérêts légitimes se rapportent avant tout à la préservation de l'alliance franco-polonaise. Le point de vue britannique, c'est évidemment que l'Allemagne, ayant déjà reconnu que cette alliance se conciliait avec le premier traité de Locarno, ne saurait la juger incompatible avec le second Locarno à moins que sur ce point sa politique ne se soit modifiée.
Mais en associant ainsi d'avance la Pologne à la négociation locarnienne — encore que sa participation aux débats ne puisse être prévue que dans une seconde phase — le Gouvernement anglais montre aussi que, dans sa pensée, le règlement de la paix à l'ouest de l'Europe doit nécessairement s'accompagner d'un règlement plus général se rapportant à tout le continent et qu'il ne saurait être question à la faveur de la conclusion d'un second Locarno de constituer un directeur européen des quatre puissances occidentales, c'est-à-dire de reprendre l'idée du projet de Pacte à Quatre qui, on s'en souvient, vit le jour à Rome. On n'a probablement pas oublié que si ce projet trouva un excellent accueil à Berlin, la Pologne lui manifesta une hostilité qui ne s'est jamais démentie.

LA BATAILLE DE MADRID

Ayant franchi le Manzanarès, les troupes nationalistes ont occupé la cité universitaire, le parc de l'Ouest et la promenade de Rosalès



DANS LES RUES D'ALCORCON, DES SOLDATS DE L'ARMÉE DU GÉNÉRAL FRANCO RESTAURANT DE PAUVRES ENFANTS. (Ph. Keystone.) (Lire nos informations page 2).

BILLET PARISIEN

Les Conseils généraux contre le communisme

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)
PARIS 16 NOVEMBRE (Minuit).
Les Conseils généraux sont l'expression, plus fidèle souvent que la Chambre elle-même, de l'opinion moyenne du pays. Leur session n'est donc jamais sans intérêt. Mais, dans les circonstances présentes, leurs vœux sont particulièrement instructifs.
Deux motifs d'inquiétude vont dicter ces vœux : le péril extérieur et le péril intérieur. Ces deux périls se confondent, d'ailleurs, plus ou moins dans les discours prononcés à l'ouverture de la session : plusieurs présidents ont proclamé que, sans discipline nationale, sans ordre et sans union, notre pays deviendrait la proie de ses ennemis.
Des premières informations qui nous parviennent sur ces discours, se dégage l'impression d'un désenchantement. C'est ainsi qu'en Avignon, M. Ulysse Fabre, sénateur, a exprimé le sentiment de la grande majorité de nos compatriotes en déclarant que le Front populaire est une duperie.
« La grande majorité des travailleurs des villes et des campagnes, a-t-il dit, toutes les classes moyennes si souvent sacrifiées bien qu'elles aient assuré l'équilibre de notre pays, demandent à vivre en paix, dans l'ordre et non dans l'angoisse du lendemain. La France, qui a enseigné au monde la notion de la justice et de la fraternité humaine, sait le prix de la liberté et n'a rien à apprendre ni de ceux qui voudraient l'entraîner dans des aventures sanglantes, ni de ceux qui veulent introduire chez nous des méthodes venues de l'étranger et incompatibles avec notre race ».
Ce qu'a dit M. Ulysse Fabre, parlant du communisme, tous les paysans de France le pensent aussi. Et, dans la classe ouvrière elle-même, on peut constater, à des indices de plus en plus nombreux, que le prestige de la III^e Internationale est nettement en déclin. Dans les usines, les ateliers et les bureaux, les meneurs extrémistes commencent à trouver en face d'eux une masse qui s'organise contre le désordre et l'arbitraire de dictateurs au petit pied, venus de l'extérieur des établissements et n'appartenant pas, très souvent, à la profession qu'ils viennent régenter.
Les Conseils généraux donneront une expression à ce réveil de l'opinion et marqueront le premier arrêt de la vague révolutionnaire.
René ROUSSEAU.

LE REICH ROMPRA-T-IL LES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC LES SOVIETS?

Vingt-trois Allemands ont été arrêtés en U.R.S.S. sous l'inculpation d'espionnage, d'actes de terrorisme et d'hostilité envers l'Etat

L'ambassade d'Allemagne à Moscou déclare invraisemblables ces accusations

Berlin, 16 novembre. — Le « D.N.B. » publie la note officielle suivante :
« D'après les communications officielles du gouvernement des Soviets à l'ambassade d'Allemagne à Moscou, 23 Allemands ont été arrêtés dans l'Union soviétique : 9 à Moscou, 12 à Leningrad, 1 à Kharkov et 1 à Novosibirsk. Les représentations consulaires allemandes n'ont pas réussi à permettre la visite des personnes incarcérées par un fonctionnaire allemand.
« C'est seulement après une insistance portée que le commissariat des Affaires extérieures soviétiques a communiqué l'adresse de l'ambassade d'Allemagne et les noms des personnes incarcérées et les articles du code pénal dont la transgression leur est reprochée. Il s'agit d'espionnage, d'actes terroristes et de l'organisation d'activités hostiles à l'Etat.
« Ces renseignements donnés officiellement par le gouvernement soviétique sont considérés, du côté allemand, comme absolument insuffisants, car dix jours après l'arrestation et malgré des représentations répétées de l'ambassade d'Allemagne, le gouvernement soviétique n'a pas été en mesure de fournir des indications concrètes sur les actes reprochés imputés aux personnes arrêtées.
« L'ambassade d'Allemagne à Moscou a souligné expressément son point de vue au commissariat des Affaires extérieures soviétiques. Elle a qualifié d'absolument invraisemblables, dans les circonstances présentes, les accusations portées contre des personnes connues à l'ambassade et elle a protesté formellement contre les arrestations en masse de citoyens allemands manifestement innocents.
« Le commissariat des Affaires extérieures soviétiques a tenté de rejeter cette protestation par des arguments juridiques de pure forme.
« Toutefois, l'Allemagne a maintenu dans sa plénitude son attitude de protestation contre le procédé des organes soviétiques ».
D'autre part, une note d'allure inspirée parue dans la « Berliner Doerren Zeitung » déclare que les mesures prises par la Russie soviétique sont un cas de conflit grave entre la Russie et le Reich.
Dans certains milieux politiques berlinois, le bruit court qu'une rupture diplomatique entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. serait imminente.
Du côté russe, on n'attache pas à ce bruit une extrême importance. On déclare que si le gouvernement allemand désire connaître par le détail les motifs de l'arrestation de citoyens allemands, il sera certainement fait droit à sa demande.

MORT DU CARDINAL MAURIN archevêque de Lyon, primat des Gaules



LE CARDINAL MAURIN (Ph. N.Y.T.)

Lyon, 16 novembre. — Le cardinal Maurin, archevêque de Lyon, primat des Gaules, est décédé dans la nuit de dimanche.
Il avait passé la journée à Saint-Etienne. Il paraissait en excellente santé et ce n'est que lundi matin, vers 8 heures, que son entourage l'a trouvé mort dans son lit.
Son Eminence Louis-Joseph Maurin était né à La Clotat, le 15 février 1859.

Il fut ordonné prêtre le 8 avril 1882, élu évêque de Grenoble le 1er septembre 1911, sacré à Marseille par le cardinal Andrieux le 24 octobre, promu archevêque de Lyon le 1er décembre 1916. Il fut possession le 20 décembre suivant et fut intronisé le 25 janvier 1917.
Créé cardinal-prêtre le 4 décembre 1918, il avait reçu le 7 décembre le chapeau et le titre de la Trinité des Monts, dont il prit possession le 12 décembre suivant.
Il avait reçu le pallium des mains du pape le 12 décembre 1918. Il fut élargi pontifical à la consécration de la basilique Saint-Martin à Tours (4 juillet 1925) et au couronnement de Notre-Dame de la Garde à Marseille (1er juin 1934).

Le Conseil des ministres se réunit aujourd'hui

Paris, 16 novembre. — Les ministres se réuniront en conseil mardi. M. Salengro, retenu par les travaux de la session du Conseil général du Nord, n'y assistera pas.

Au Conseil général du Nord

M. Mahieu RÉÉLU PRÉSIDENT prononce le discours d'ouverture

« Personne ne tentera de nous attaquer si nous savons, derrière la barrière de sécurité de notre frontière, rester unis comme nous l'avons été en 1914 »

Lundi s'est ouverte à Lille la deuxième session ordinaire du Conseil général du Nord, session qui occupera vraisemblablement toute la seconde quinzaine de ce mois.
En cette séance d'ouverture, l'assemblée a, suivant la coutume, procédé au renouvellement de son bureau et à la répartition de ses travaux dont voici les grandes lignes : le mercredi 18 novembre, discussion des vœux politiques ; jeudi à 10 h., sur la demande du groupe communiste, le Conseil recevra une délégation de « obscures » : vote du budget, le vendredi 27 novembre ; interruption des travaux les samedi 21, dimanche 22 et lundi 23.
Comme à chaque session, le groupe de la Fédération républicaine décide de maintenir le système de la représentation proportionnelle pour l'élection du bureau.
Soulignons enfin que le Conseil général a renouvelé sa confiance à son président, M. Albert Mahieu, qui a été réélu à la presque unanimité des votants.



M. ALBERT MAHIEU (Ph. N.Y.T.)

LES FIANÇAILLES DU FILS DU PRÉSIDENT ROOSEVELT



M. FRANKLIN ROOSEVELT ET SA FIANCEE, M^{lle} ETHEL DUPONT DE NEMOURS (Ph. N.Y.T.)

Le village olympique de Berlin...



... VIENT D'ÊTRE TRANSFORMÉ EN ÉCOLE DE PLEIN AIR. (Ph. TASSER.)

UNE ÉPOUVANTABLE CATASTROPHE PRÈS DE MARSEILLE

A la suite d'un incendie une formidable explosion se produit à la poudrerie de Saint-Chamas

QUARANTE MORTS & PLUS DE CENT BLESSÉS

Saint-Chamas, 16 novembre. — Une terrible catastrophe s'est produite, lundi après-midi, à Saint-Chamas, près de Marseille.
La poudrerie de Saint-Chamas s'étend sur une longueur de deux à trois kilomètres, entre les communes de Saint-Chamas et de Miramas. Elle comprend un grand nombre de bâtiments d'un étage, sauf le pavillon de la direction qui se trouve à l'entrée de la poudrerie et qui seul possède plusieurs étages. Ces bâtiments sont isolés les uns des autres et, même, vers le vieux Saint-Chamas, séparés par des buttes de terre.
Il était 16 h. 30, quand, dans le bâtiment portant le numéro 104, situé à plus de 2 kilomètres de l'entrée de la poudrerie, le feu se déclara dans des appareils qui servent au mélange des constituants d'un explosif dénommé tolite, semblable à la cheddite.
Un incendie provoqua une formidable explosion.
Une fumée noire très épaisse s'éleva rapidement au-dessus du bâtiment. Les consignes d'incendie, qui sont très rigoureuses, furent immédiatement appliquées et quelques secondes seulement s'étaient écoulées depuis le commencement de l'incendie, que déjà mugissait la sirène d'alarme.
Le haut personnel de l'établissement, le directeur, M. Larroque en tête, les ingénieurs, les contremaîtres et des ou-

vriers, en tout plus de deux cents personnes, se portèrent en hâte vers le bâtiment 104 pour lutter contre le feu avec les moyens dont disposait l'établissement, c'est-à-dire en utilisant des canaux à travers la poudrerie. (Lire la suite page 2.)

Une course originale à Londres



Deux vieux « taxis », doublés par une petite voiture moderne, passant sur la route de Westminster pendant une course qui s'est déroulée de Londres à Brighton. (Ph. N.Y.T.)